

Rencontre régionale des gardes et des agents du littoral

24 et 25 avril 2025
Site du Marquenterre
Saint-Quentin-en-Tourmont

Éléments de compte-rendu



« Le changement climatique et ses conséquences pour la gestion des sites du Conservatoire du littoral »

Sur un temps long, le “trait de côte” est en perpétuel mouvement. Mais le dérèglement climatique donne aujourd’hui à ces déplacements une ampleur et une soudaineté qui génèrent des enjeux économiques et politiques... et des questionnements pour le Conservatoire du littoral et les gestionnaires de ses sites. Comment faire face à ces nouveaux défis ? Quels sont les conséquences dans la gestion au quotidien ? Faut-il préserver à tout prix ces sites de la submersion marine, ou au contraire miser sur leur “libre évolution” ?

Organisée par la délégation de rivages Manche-Mer du Nord du Conservatoire du littoral, cette rencontre régionale a rassemblé les gardes et agents du littoral pour deux journées riches en échanges et en découvertes, sur le site emblématique du Marquenterre. Cette rencontre s'est inscrite dans une dynamique nationale marquée par les 50 ans du Conservatoire du littoral et dans un contexte d'accélération des effets du changement climatique sur les côtes françaises.

La journée du 24 avril a débuté à la salle communale de Saint-Quentin-en-Tourmont par un mot d'accueil de l'équipe de la délégation de rivages, suivi d'un tour de présentation de l'ensemble des participants.

Gwenaëlle Mélénez, déléguée de rivages Manche-Mer du Nord, a présenté un panorama des actions récentes de l'équipe de la délégation et des perspectives à court terme. En 2024, plusieurs avancées foncières significatives ont été réalisées, parmi lesquelles la création d'un nouveau site sur le Clipon (416 hectares dans le Département du Nord), ainsi que des extensions notables sur les secteurs de la baie de Slack et de la Pointe de la Crèche dans le Département du Pas-de-Calais. Ces opérations s'inscrivent dans un objectif de renforcement de la cohérence territoriale avec les zones de préemption environnementale (ZPENS). 2024 a aussi été marquée par des prospections foncières intensives dans la vallée de la Somme, ayant abouti à des acquisitions stratégiques grâce à un partenariat renforcé avec la SAFER Hauts-de-France. En 2025, de nouvelles acquisitions sont envisagées, notamment en baie de Canche, ainsi que dans les vallées de la Somme, avec des extensions prévues à Saint-Quentin-en-Tourmont, aux caps Gris-Nez et Blanc-Nez, et dans les monts arrière-littoraux.

Parallèlement aux acquisitions, plusieurs chantiers d'aménagement et de restauration ont été menés ou sont en cours. Le site du Cap d'Alprech a fait l'objet d'une renaturation complète, après désamiantage et démolition d'anciennes bâtisses, avec pour objectif la mise en pâturage des terrains restaurés. À Audinghen, une parcelle autour du Cap Gris-Nez a été requalifiée en prairie de fauche, avec l'installation d'un pâturage ovien extensif. Le marais des Petites Pâtorettes a également bénéficié d'une opération de restauration écologique majeure, incluant la création de frayères et la reconstitution d'une roselière, contribuant au retour d'espèces emblématiques. Dans le marais audomarois, une initiative de dépollution sur dix sites a été financée en partie par le Loto de la biodiversité, marquant une première nationale.

Le territoire du Zuidbrouck à Clairmarais a vu se succéder la réhabilitation du moulin et le lancement d'une étude de programmation pour la ferme attenante. Dans le même esprit, la ferme de la Maye, future Maison du littoral, est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation, avec une phase de conception débutée début 2025 et des travaux prévus par tranches jusqu'en 2028 (site visité par les participants le second jour). Ces projets visent à créer des pôles d'accueil, d'interprétation et de coordination à l'échelle des grands sites.

Enfin, la délégation de rivages s'est largement mobilisée sur les questions liées au sujet migratoire, avec la mise en œuvre d'aménagements de dissuasion sur plusieurs sites sensibles (ganivelles, clôtures, blocages d'accès), notamment dans les dunes de Flandres, de la Slack, de Sangatte ou de Berck. Ces actions sont en partie soutenues par les fonds Sandhurst, dans le cadre d'une coordination avec les autorités préfectorales et le programme Border Force. Ce volet s'inscrit dans une gestion durable et pragmatique des territoires, intégrant à la fois les enjeux écologiques, sociaux et sécuritaires.

À l'occasion du cinquantième anniversaire du Conservatoire du littoral, **Gaëlle Moreau**, responsable de la Mission Garderie au sein de la Direction de la Gestion Patrimoniale, a présenté une rétrospective sur l'évolution du réseau des gardes et agents du littoral depuis plus de quarante ans.

Les premiers recrutements de gardes remontent au début des années 1980, accompagnés dès 1987 par la création de l'association Rivages de France, qui a structuré le réseau et soutenu l'émergence d'outils collectifs, comme les premiers mémos techniques et manuels de terrain. L'histoire du réseau a été marquée par la formalisation progressive des métiers, avec l'élaboration de référentiels communs dès la fin des années 1990, et le développement d'une véritable vie collective à travers forums nationaux, compagnonnages, newsletters et instances de représentation auprès du Conservatoire. Le réseau s'est également structuré autour de l'évolution du rôle de police des gardes, officialisé progressivement par différentes lois, décrets et ordonnances entre 1987 et 2020, jusqu'à la reconnaissance des gardes du littoral dans le code de l'environnement et la création de partenariats

institutionnels avec l'Office français de la biodiversité, Réserves naturelles de France, ou encore les services des douanes.

La question des équipements et de l'habillement a aussi fait l'objet d'une attention croissante, avec la mise en place d'une gestion mutualisée et l'évolution des tenues professionnelles sur les vingt-cinq dernières années. Enfin, la rétrospective a mis en lumière l'émergence récente de la plateforme collaborative Sentinelles, dédiée à l'échange d'expériences entre agents, et les nouvelles perspectives pour la formation initiale des gardes, qui évolue vers un format renforcé.

Cette présentation a rappelé l'importance du réseau garderie comme socle vivant de l'action du Conservatoire du littoral sur le terrain.

La seconde partie de temps en salle a été consacrée à la thématique choisie pour cette rencontre « Le changement climatique et ses conséquences pour la gestion des sites du Conservatoire du littoral ». Les gardes et agents du littoral ont commencé en partageant leurs **retours d'expérience** sur les effets concrets du changement climatique observés sur leurs sites.

Les témoignages ont fait apparaître plusieurs grandes tendances. Sur le plan climatique et météorologique, la modification des régimes de précipitations, l'augmentation de la fréquence des tempêtes, l'élévation du risque d'inondation et les évolutions des périodes de froid ont été unanimement constatées.

Sur les paysages et les milieux naturels, le recul accéléré du trait de côte, les dysfonctionnements hydrauliques des zones humides, l'affleurement des pannes dunaires ou encore la minéralisation des tourbes ont été observés. Les risques d'incendie se sont accrus, tout comme la prolifération des cyanobactéries dans les plans d'eau réchauffés.

Concernant la biodiversité, les participants ont évoqué des perturbations notables dans les comportements migratoires de l'avifaune, l'apparition de maladies nouvelles affectant les arbres ou les oiseaux (comme le botulisme), et la baisse d'effectifs d'espèces hivernantes traditionnelles. De nouvelles espèces ont été repérées, qu'il s'agisse d'espèces d'oiseaux (mouette mélanocéphale, héron garde-bœufs) ou d'espèces exotiques envahissantes, telles que la jussie, le frelon asiatique...

Les modalités de gestion des sites s'en trouvent directement impactées, avec des retards fréquents dans la conduite des travaux (fauche, entretien), des perturbations dans la programmation des interventions et une adaptation nécessaire face à de nouveaux calendriers climatiques plus imprévisibles. La fréquentation touristique elle-même a évolué, marquée par des pics de visite sur certains sites, une hausse des interrogations du public sur les effets du climat, et l'obligation d'adapter les dispositifs d'accueil, comme la fermeture ponctuelle de sites pour cause de canicule, ou l'aménagement de parcours alternatifs en hiver.

Enfin, l'évolution des pratiques agricoles en périphérie des sites, sous l'effet des nouvelles conditions climatiques et des mutations des marchés, a également été soulignée, modifiant les équilibres locaux et influençant indirectement les dynamiques des espaces naturels protégés.

L'après-midi a débuté par une présentation commune par **Adrien Crapoulet**, chef de projet Géologue littoral, Direction régionale Hauts de France du BRGM, et **Martin Pasquesoone**, chargé de mission au Conservatoire du littoral. A eux deux, ils ont dressé un état des lieux détaillé des dynamiques littorales des Hauts-de-France, de l'impact du changement climatique et des stratégies d'adaptation portées notamment par le projet Life Adapto+ qui succède au premier projet Adapto.

La région Hauts-de-France possède environ 200 km de linéaire côtier, partagé entre les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. Le littoral est composé d'une mosaïque de milieux géomorphologiques variés : caps rocheux, dunes, falaises crayeuses, estuaires et zones humides. Le cordon dunaire y joue un rôle majeur de protection contre les submersions marines, notamment dans les secteurs densément peuplés.

Adrien Crapoulet est revenu sur l'histoire géologique récente : après la dernière glaciation, la montée rapide du niveau marin a profondément remodelé les paysages côtiers, favorisant la formation d'estuaires et de milieux humides. Ce processus de transgression post-glaciaire a été suivi par des phases de stabilisation progressive du trait de côte à partir de l'Holocène moyen.

Les dynamiques actuelles du littoral résultent d'interactions complexes entre houle, marée et transport sédimentaire. Si certaines zones (comme à l'est de Calais) ont connu une avancée spectaculaire du trait de côte grâce à l'apport sédimentaire, d'autres, comme Wissant, font face à une érosion accélérée due à un déficit sédimentaire chronique. Les tempêtes majeures, combinées aux fortes marées, génèrent des surcotes significatives pouvant provoquer des reculs rapides du littoral. L'analyse du recul du trait de côte entre 1949 et 2015 montre des évolutions contrastées selon les secteurs.

Concernant le changement climatique, les intervenants ont insisté sur la rapidité du réchauffement actuel par rapport aux variations naturelles passées. La région Hauts-de-France est déjà affectée par une hausse du niveau de la mer, une augmentation de la fréquence des événements extrêmes (tempêtes, fortes pluies, sécheresses) et un accroissement des risques d'incendies et de salinisation des nappes phréatiques. À Saint-Quentin-en-Tourmont, les projections pour 2100 tablent sur une élévation du niveau marin comprise entre 43 et 84 cm, accompagnée d'une multiplication des épisodes de canicule et d'inondations.

Le zoom sur les zones basses du littoral, notamment les polders picards, a mis en évidence leur vulnérabilité extrême. Certains territoires sont déjà, quotidiennement, sous le niveau des hautes mers, rendant leur protection de plus en plus complexe à long terme.

En réponse à ces défis, la stratégie du projet Life Adapto+ piloté par le Conservatoire du littoral s'appuie sur la philosophie de la gestion souple du trait de côte. Trois options sont étudiées : résister (renforcer les digues), s'adapter (recomposer les usages), ou laisser faire (libérer l'évolution naturelle). Le projet sur l'estuaire de la Maye et le site du Marquenterre vise à évaluer différentes trajectoires d'adaptation, conciliant protection des habitats, maintien des activités économiques (pêche, tourisme, mytiliculture) et résilience des milieux naturels. La démarche repose sur des études hydrodynamiques, paysagères, écologiques et socio-économiques, adossées à des ateliers de concertation avec les acteurs du territoire.

Enfin, l'indicateur d'évolution de la biodiversité (outil ILE/IQE) développé dans le cadre de Life Adapto, permet d'évaluer l'état de santé écologique des habitats et d'accompagner les décisions de gestion en s'appuyant sur des indicateurs de biodiversité et de vulnérabilité au changement climatique.

Cette présentation a ainsi mis en lumière la complexité des dynamiques côtières régionales, les menaces accrues par le changement climatique et l'intérêt d'une gestion anticipatrice fondée sur la connaissance, l'adaptation et l'implication collective.

En fin d'après-midi, les participants se sont rendus au Parc ornithologique du Marquenterre, où ils ont été guidés par **Philippe Carruette**, responsable scientifique du site, **Antoine Meirland**, conservateur de la Réserve naturelle, et l'équipe du parc. Créé en 1973, le parc couvre 200 hectares de prairies humides, de lagunes et de polders, et accueille plus de 300 espèces d'oiseaux. La visite a permis d'illustrer les défis posés par l'évolution des régimes hydrologiques, l'augmentation des risques sanitaires liés aux chaleurs extrêmes (botulisme aviaire) et la nécessaire adaptation de la gestion des habitats pour préserver la diversité ornithologique. **Philippe Carruette** et **Antoine Meirland** ont partagé leur expertise et leur regard pragmatique sur l'équilibre à trouver entre conservation et accueil du public.



Le vendredi 25 avril, les participants se sont retrouvés à la ferme de la Maye, futur pôle d'interprétation et de coordination des projets littoraux. Une randonnée de 2,5 km le long de la baie leur a permis de découvrir les secteurs concernés par l'expérimentation Life Adapto+. **Yvan Jacquemin, Martin Pasquesoone et Antoine Meirland** ont présenté sur site les enjeux techniques liés aux différentes options de reconnexion (brèches, ouvrages de régulation marée, etc.) et l'importance des outils d'évaluation écologique comme l'ILE/IQE pour guider les choix de gestion.

Au-delà des aspects techniques, la présentation du projet Adapto+ a insisté sur la nécessité de faire évoluer les représentations collectives du littoral. Il ne s'agit plus de lutter systématiquement contre l'avancée de la mer, mais d'accompagner intelligemment les dynamiques naturelles, en acceptant que certains secteurs changent de visage, que certaines terres redeviennent des marais, et que la résilience écologique soit la meilleure garantie pour les générations futures. Cette philosophie, longtemps marginale, devient aujourd'hui un pilier des politiques publiques d'adaptation au changement climatique, comme en témoigne son inscription dans les stratégies nationales et européennes.



La clôture de la rencontre a rappelé l'importance de maintenir des échanges réguliers entre gardes, gestionnaires, scientifiques et collectivités, pour partager les bonnes pratiques, affiner les outils de gestion et conforter l'engagement du réseau face aux défis croissants qui s'imposent au littoral.

↳ documents présentés

Actualités régionale Manche - Mer du Nord

par Gwenaëlle Ménélec, délégué de rivages
Manche - Mer du Nord
du Conservatoire du littoral

télécharger ➤

Actualités de la mission Garderie

par Gaëlle Moreau, responsable de la Mission Garderie
au sein de la Direction de la Gestion Patrimoniale
du Conservatoire du littoral

télécharger ➤

Littoral et changement climatique

par Adrien Crapoulet, chef de projet Géologue littoral,
Direction régionale Hauts de France du BRGM,
Yvan Jacquemin et Martin Pasquesoone,
chargés de mission au Conservatoire du littoral

télécharger ➤